

## **Pacte budgétaire européen : pour quelles raisons exactement ?**

---

***Attaques répétées contre les services publics, coups de hache dans la sécu, fins de carrière déstructurées, 30.000 jeunes travailleurs sans emploi qui seront exclus du chômage le 1<sup>er</sup> janvier 2015; dégressivité des allocations de chômage, gel des salaires, manipulation de l'index, sauvetages bancaires sans la moindre contrepartie, amnistie fiscale pour les fraudeurs fortunés, tout cela pour quoi ? Pour respecter une trajectoire budgétaire qui va nous plonger dans la précarité, le chômage et l'exclusion sociale ? Tandis que les représentants politiques passent à la vitesse supérieure pour adopter le Traité (avant Pâques, en Wallonie, selon les récentes déclarations du Ministre Président wallon !), la FGTB et la CSC des Régions wallonne et bruxelloise refusent d'avaler la pilule.***

Le 2 mars 2012, 25<sup>1</sup> chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UE signaient le TSCG : Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance. Aujourd'hui, 17 pays l'ont déjà ratifié, c'est-à-dire inscrit dans leur droit national. Le gouvernement fédéral a quant à lui déposé un projet de loi au Sénat<sup>2</sup> le 17 janvier dernier, afin de transposer le TSCG dans le droit belge. Pour qu'il entre définitivement en vigueur, il devra également être ratifié par l'ensemble des Parlements belges (fédéral, communautaires et régionaux).

Les parlementaires belges ne peuvent pas occulter le bilan de l'austérité, au Sud comme au Nord. Pendant trois décennies, la majorité des pays du Sud a scrupuleusement suivi les mesures prônées par le FMI. Censée réduire la dette et relancer la croissance, l'austérité a produit exactement l'inverse : augmentation de la dette, de la pauvreté et du chômage, explosion des inégalités...

L'Italie vient de connaître sa sixième chute trimestrielle consécutive de l'emploi. Le chômage officiel y atteint actuellement les 11,2% et le PIB y a baissé de plus de 10% entre 2009 et 2012. L'Espagne subit un chômage de 22% (plus de 52% chez les moins de 25 ans) et un PIB qui recule en 2012. Le Portugal voit régresser son PIB de 3,2% en 2012 et le chômage y dépasse les 16%. Quant à la Grèce, qui a déjà plus de 10 plans d'austérité à son actif, elle a vu son PIB reculer de près de 20% depuis 2009 et son taux de chômage atteindre un record de 27%. Pas besoin d'un diplôme en économie pour comprendre que ces recettes « réchauffées » produisent partout les mêmes effets dévastateurs<sup>3</sup>.

Les derniers chiffres d'Eurostat<sup>4</sup> l'attestent : le PIB européen (UE27) a reculé plus que prévu en 2012 : -0,3%. En toute logique, la France, l'Allemagne et la Belgique commencent à être touchées puisque leurs principaux partenaires commerciaux se situent au sein de l'UE. Bref, le plus dur n'est pas derrière nous mais bien à venir si on s'obstine dans l'impasse de l'austérité.

Le FMI a lui-même reconnu s'être trompé dans ses calculs et avoir sous-estimé les conséquences négatives de l'austérité sur l'activité économique et la cohésion sociale. Dès lors, pourquoi des

---

<sup>1</sup> Des 27 pays de l'UE, seuls la République tchèque et le Royaume-Uni n'ont pas signé ce Traité.

<sup>2</sup> [http://www.senate.be/www/?Mival=/index\\_senate&MENUID=21315&LANG=fr](http://www.senate.be/www/?Mival=/index_senate&MENUID=21315&LANG=fr)

<sup>3</sup> L'Europe s'enfoncé à nouveau dans la récession, MARTINE ORANGE, 14 FÉVRIER 2013, Médiapart.

<sup>4</sup> <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

représentants de l'intérêt général, nos parlementaires, enfonceraient-ils le clou ? Non satisfait de nous infliger un maximum de déficit budgétaire impossible à respecter (0,5% du PIB), le traité nous astreindrait à dégager un surplus. Surplus que le gouvernement fédéral a déjà fixé à 0,5% du PIB... le chiffre est à la mode mais a-t-il seulement du sens ? Toute personne dotée de raison sait pertinemment que nous n'avons aucune chance d'y arriver.

L'impact sur la vie quotidienne des gens sera immédiat et très concret. Le Conseil d'Etat, qui a rendu un avis positif sur ce projet de loi, l'affirme sans détour : « *Il appartiendra aux autorités belges de tenir compte du fait que, si ces dispositions ne figurent pas dans la Constitution, l'instrument à adopter devra être d'une nature telle qu'il permettra de garantir « le plein respect et la stricte observance » de ces règles tant à l'égard de l'autorité fédérale que des communautés, des régions et des pouvoirs subordonnés. (...) S'agissant plus spécialement des pouvoirs subordonnés, il appartiendra à chaque niveau de pouvoir de prendre les dispositions utiles pour impliquer ces autorités locales de manière « contraignante et permanente » dans le respect des règles énoncées à l'article 3, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, du Traité.* » Les Régions wallonne et bruxelloise ainsi que les autres entités fédérées sont-elles prêtes à mettre en place une sorte de police économique, imposant l'austérité dans tous les coins de Belgique, jusque dans les plus petits villages ?

Si la Belgique ne ratifie pas ce Traité, que risque-t-elle ? A notre avis, pas grand-chose... à part être éventuellement privée de « l'aide » du MES (Mécanisme européen de stabilité) en cas de besoin. Le gouvernement ne dit rien d'autre dans son projet de loi déposé au Sénat. Or, quand on sait que le MES est une sorte de FMI européen troquant son « aide » financière contre des plans d'austérité, il faut absolument s'en passer. Par ailleurs, la meilleure façon de ne pas avoir un jour besoin du MES, c'est assurément de ne pas ratifier cet aller simple pour l'austérité et d'adopter au plus vite un plan de relance ambitieux, une politique salariale juste et une fiscalité équitable.

Si chaque jour qui passe nous montre que l'austérité ne crée pas de la croissance mais bien de la récession, comment les parlementaires peuvent-ils cautionner un texte qui commence par les mots : « les parties contractantes, (...) *désireuses de favoriser les conditions d'une croissance économique plus forte dans l'Union européenne* » ?

N'ayant pas obtenu de réponses satisfaisantes au courrier que nous avons adressé fin 2012 à tous les parlementaires, la FGTB et la CSC de Wallonie et de Bruxelles reviennent à la charge : allez-vous voter ce texte et pourquoi ? Nous ne gouvernerons pas les « c'est une nécessité... mais tout sera fait pour engendrer la croissance ». Car c'est de l'avenir des travailleurs et des citoyens belges dont il est ici question ici. Rien de moins...

Thierry BODSON  
Secrétaire général de la FGTB wallonne  
rue Haute 42 - 1000 Bruxelles

Marc BECKER  
Secrétaire national, responsable de la CSC wallonne  
chaussée de Haecht 579 - 1031 Bruxelles

Philippe VAN MUYLDER,  
Secrétaire général de la FGTB Bruxelles  
rue de Suède 45 - 1060 Bruxelles

Marie-Hélène SKA,  
Secrétaire nationale, responsable CSC bruxelloise  
chaussée de Haecht 579 - 1031 Bruxelles